

OLIVIER SUBILIA

JEAN-LOUIS DUC

DROIT DU TRAVAIL

ÉLÉMENTS DE DROIT SUISSE

NOUVELLE ÉDITION, REVUE ET AUGMENTÉE,
DE L'OUVRAGE COMMENTAIRE
DU CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL

ÉDITIONS BIS & TER SNC
LAUSANNE 2010



Table des matières

Préface de la deuxième édition.....	5
Table des matières.....	7
Principales abréviations.....	29
Doctrine et jurisprudence.....	34
Bibliographie choisie.....	35
A. Ouvrages généraux.....	35
B. Etudes diverses.....	38
Généralités	57
Politique sociale, droit du travail et assurances sociales.....	58
Droit international de la sécurité sociale (droit du travail compris).....	60
A. Sources.....	60
B. Application du droit international par le juge.....	62
Législation du droit du travail.....	65
A. Droit privé du travail.....	65
B. Droit collectif du travail.....	66
C. Droit public du travail (protection de la santé).....	67
1. Loi fédérale sur le travail (LTr) et lois spéciales de protection...67	
2. Loi sur l'assurance-accidents (LAA).....	69
3. Loi sur la participation (Lpart).....	70
4. Loi sur le service de l'emploi (LSE).....	70
5. Loi sur l'égalité (LEg).....	70
6. Autres lois.....	71
Droit au travail.....	72
Droit individuel du travail	73
Introduction	75
Contrat individuel de travail	77
Article 319 CO.....	78
A. Généralités.....	78
B. Notions d'employeur et de travailleur.....	81
1. Employeur.....	81
2. Travailleur.....	82
C. Distinction d'avec d'autres contrats.....	83
1. CIT et contrat de mandat (art. 394 ss CO).....	83
2. CIT et contrat de société simple (art. 530 ss CO).....	83
3. CIT et contrat d'entreprise (art. 363 ss CO).....	83
4. Travail à temps partiel (art. 319 al. 2 CO).....	84
5. Job sharing.....	86

6. Travail temporaire.....	86
7. Location de machines, avec mise à disposition du personnel.....	87
8. Travail sur appel.....	87
Article 320 CO.....	90
A. Généralités.....	90
B. Conclusion du contrat.....	91
1. Devoirs précontractuels et « droit au mensonge ».....	91
2. Forme du contrat.....	97
C. Présomption de CIT.....	99
1. Cas d'application en général.....	100
2. Conjoints.....	101
2.1. Situation de la femme mariée.....	101
2.2. Situation de l'homme marié.....	103
2.3. Nouveau droit matrimonial.....	103
3. Concubins.....	104
D. Nullité du CIT.....	106
1. Cas de nullité en général.....	106
2. Protection du travailleur de bonne foi.....	107
Obligations du salarié.....	112
Article 321 CO.....	113
A. Généralités.....	113
B. Obligation de travailler.....	113
C. Sanctions contractuelles (sanctions disciplinaires).....	115
1. Avertissement et blâme.....	115
2. Suspension sans salaire et mutation provisoire.....	116
3. Amende.....	116
D. Durée du travail.....	117
Article 321a CO.....	118
A. Généralités.....	118
B. Alinéas 1 et 2 (exécution du travail).....	119
1. Devoirs d'abstention.....	120
2. Actes positifs.....	121
3. Relation de travail et autres rapports juridiques.....	122
C. Alinéa 3 (travail noir, activités accessoires).....	122
D. Alinéa 4 (devoir de discrétion).....	125
E. « Whistleblowing ».....	127
Article 321b CO.....	131
A. Généralités.....	131
B. Alinéa 1 (reddition de comptes).....	131
C. Alinéa 2 (produit de l'activité contractuelle).....	132
Article 321c CO.....	133
A. Généralités.....	133
B. Heures supplémentaires exigibles.....	134
1. Capacité du travailleur.....	135
2. Heures supplémentaires non ordonnées et devoir d'annonce.....	136
C. Droit public.....	137

D. Travail à temps partiel.....	140
E. Contre-prestation de l'employeur.....	141
1. Première hypothèse.....	141
2. Deuxième hypothèse.....	142
3. Troisième hypothèse.....	142
4. Quatrième hypothèse.....	143
5. Exercice du droit.....	145
F. Cadres.....	145
Article 321d CO.....	147
A. Généralités.....	147
B. Instructions relatives au lieu, à l'organisation et à l'objet du travail.....	148
C. Instructions relatives à la façon d'exécuter le travail.....	150
D. Instructions relatives à la conduite.....	150
E. Règlement d'entreprise.....	152
Article 321e CO.....	153
A. Généralités.....	153
B. Faute du travailleur.....	155
C. Risque professionnel.....	156
D. Restrictions de la responsabilité.....	157
E. Exercice du droit.....	158
F. Rapports avec les règles en matière de résiliation immédiate du CIT	159
Obligations de l'employeur.....	160
Article 322 CO.....	161
A. Généralités.....	161
B. Cotisations d'assurance sociale.....	163
C. Communauté domestique.....	164
D. Modification du salaire.....	165
E. Autres éléments du salaire.....	165
F. Pourboires.....	166
G. Modes de rémunération.....	167
H. Stock options.....	168
I. Égalité entre hommes et femmes.....	169
1. Avant l'art. 4 al. 2 aCst.....	169
2. Depuis l'art. 4 al. 2 aCst.....	170
Article 322a CO.....	175
A. Généralités.....	175
B. Participation au bénéfice.....	176
C. Participation au chiffre d'affaires.....	176
D. Primes.....	177
E. Fondement du droit.....	177
F. Calcul de la participation.....	177
G. Droit de contrôle des travailleurs.....	179
H. Le problème des avances.....	179
Article 322b CO.....	181
A. Généralités.....	181

B. Définition.....	181
C. Acquisition du droit.....	182
Article 322c CO.....	185
Article 322d CO.....	186
A. Généralités.....	186
B. Treizième salaire.....	187
C. Gratification (véritable).....	187
1. Principe.....	187
2. Montant.....	190
D. Bonus.....	191
E. Égalité de traitement.....	192
F. Clause de remboursement.....	193
Article 323 CO.....	194
A. Généralités.....	194
B. Terme de paiement.....	196
C. Alinéas 2 et 3 (exceptions).....	196
D. Demeure de l'employeur.....	197
E. Alinéa 4 (droit à des avances).....	198
F. Lieu de paiement.....	199
Article 323a CO.....	200
A. Généralités.....	200
B. Accord ou usage.....	201
C. Fonction.....	201
D. Montant.....	201
E. Peine conventionnelle.....	202
F. Restitution.....	203
Article 323b CO.....	204
A. Généralités.....	204
B. Décompte obligatoire.....	205
C. Compensation.....	206
D. Interdiction du troc.....	207
Article 324 CO.....	209
A. Cas de demeure.....	209
B. Droit de résilier le contrat ?.....	214
C. Conséquences économiques de la demeure.....	215
1. Alinéa 2 (imputation des gains réalisés ou potentiels).....	215
2. Deux cas spéciaux.....	217
Articles 324a et 324b CO.....	219
Article 324a CO.....	221
A. Généralités.....	223
B. Régime de base.....	223
1. Absence de faute du travailleur.....	223
2. Empêchement inhérent à la personne du travailleur.....	224
2.1. Maladie et accidents.....	224
2.2. Exercice d'une obligation légale ou d'une fonction publique.....	225

2.3. Grossesse.....	227
2.4. Autre cas d'empêchements.....	229
3. Naissance du droit.....	230
4. Montant du salaire dû.....	231
5. Durée de versement du salaire.....	232
5.1. Échelles utilisées.....	232
5.2. Critiques à l'égard des échelles jurisprudentielles.....	233
5.3. Crédit en temps ou en argent.....	235
5.4. Caractère contraignant des échelles.....	237
6. Autres remarques.....	238
C. Règle de l'alinéa 4 (régimes conventionnels autorisés par la loi)....	239
1. Réglementation équivalente.....	239
2. Réglementation non équivalente.....	242
3. Sort des cas non couverts (en particulier réserves d'assurances).....	243
4. Assurances.....	245
4.1. Type d'assurance (LAMal, LCA).....	245
4.1.1. Assurances soumises à la LAMal.....	245
4.1.2. Assurances soumises à la LCA.....	247
4.2. Contentieux.....	247
4.2.1. LAMal.....	247
4.2.2. LCA.....	248
4.2.3. Aspects communs.....	248
4.3. Nature de la prestation d'assurance.....	248
4.4. Libre passage et maladies en cours au moment de la résilia- tion.....	249
4.4.1. LAMal.....	249
4.4.2. LCA.....	250
4.5. Obligation de diminuer le dommage.....	251
5. Responsabilité de l'employeur dans divers cas.....	252
5.1. En cas d'omission de contracter une assurance.....	252
5.2. Lorsque l'assurance offre (ponctuellement) des prestations moins généreuses que la loi.....	254
5.3. Lorsque l'assureur ne paie pas les prestations dues.....	256
5.4. Lorsque l'assureur réduit ou refuse à juste titre les prestations assurées.....	258
5.5. Lorsque la prestation convenue n'est pas assurable.....	258
5.6. En cas de changement de contrat d'assurance.....	259
D. Certificat médical.....	260
1. Doctrine.....	264
2. Jurisprudence cantonale.....	264
3. Jurisprudence fédérale.....	265
4. Discussion.....	267
E. Les prestations en cas d'accouchement (congé maternité).....	270
1. Conditions du droit.....	271
1.1. Durée d'affiliation à l'AVS.....	271
1.2. Activité lucrative durant 5 mois au cours de la grossesse.....	271

1.3. Exercice d'une activité lucrative au moment de l'accouchement.....	272
1.4. Durée et achèvement de la grossesse.....	272
2. Étendue du droit.....	273
2.1. Point de départ et durée des allocations.....	273
2.2. Montant des allocations.....	274
2.3. Périodes de congé non couvertes par les allocations.....	275
2.3.1. Grossesse.....	278
2.3.2. Période comprise entre l'accouchement et l'éventuel début différé du droit aux allocations de maternité.....	280
2.3.3. Salaire dû durant la 15e et la 16e semaine après l'accouchement en cas de non reprise du travail ou de reprise du travail à temps partiel.....	281
2.3.4. Salaire dû aux employées qui ne perçoivent pas d'allocations de maternité.....	282
2.3.5. Salaire dû en cas de reprise du travail à temps partiel lorsque le droit aux indemnités n'est pas épuisé.....	282
Article 324b CO.....	284
A. Généralités.....	284
B. Régimes d'assurance concernés.....	285
1. Assurances visées par la disposition.....	285
2. Assurances non visées par la disposition.....	285
3. Cas controversés.....	286
C. Application de la norme.....	287
1. Assurance-accidents.....	288
2. Assurance militaire.....	288
3. Régime des allocations pour perte de gain.....	288
4. Assurance-invalidité.....	288
5. Omission d'assurer le travailleur conformément aux dispositions légales.....	289
Article 325 CO.....	290
A. Généralités.....	290
B. Cession de salaire.....	291
C. Autres possibilités.....	292
D. Mise en gage du salaire.....	293
Article 326 CO.....	294
A. Généralités.....	294
B. Fourniture du travail.....	295
Article 326a CO.....	297
Article 327 CO.....	299
Article 327a CO.....	301
A. Généralités.....	301
B. Étendue du remboursement.....	303
C. Frais de formation.....	305
Article 327b CO.....	307
Article 327c CO.....	310

Article 328 CO.....	312
A. Généralités.....	313
B. Quelques principes déduits de la disposition.....	314
1. Principe de l'égalité de traitement.....	314
2. Obligation de fournir du travail.....	315
3. Protection de la personnalité et droit de donner des directives.....	316
4. Humanisation du travail.....	316
5. Protection des données.....	316
6. Harcèlement sexuel.....	316
7. Mobbing.....	318
C. Alinéa 2 (mesures à prendre).....	321
1. Mesures de protection de la vie et de la santé.....	322
2. Mesures exigibles.....	323
D. Conséquences possibles de la violation de l'obligation de l'employeur.....	325
1. Demeure de l'employeur, cessation du travail.....	325
2. Réparation du dommage.....	326
2.1. Faute concurrente du travailleur.....	328
2.2. Limitation de la responsabilité de l'employeur.....	328
2.3. Réparation morale.....	332
3. Action en exécution.....	333
4. Résiliation du CIT avec effet immédiat.....	333
5. Sanctions pénales ou administratives.....	333
E. Qualité pour agir d'un syndicat ou d'une association.....	333
Article 328a CO.....	335
A. Généralités.....	335
B. Obligations générales en cas de communauté domestique.....	335
C. Obligations en cas de maladie ou d'accident.....	336
D. Immunité de juridiction.....	337
Article 328b CO.....	339
A. Généralités.....	340
B. Remarques en relation avec la LPD.....	340
C. Traitement des données selon l'art. 328b CO.....	341
D. Données sensibles.....	342
E. Motifs justificatifs.....	344
1. Obligation légale de conserver des documents.....	344
2. Conservation des données à des fins de sécurité (backup).....	344
3. Intérêt privé du travailleur.....	345
4. Protection de l'employeur.....	345
5. Découverte fortuite de malversations de la part de l'employé.....	345
6. Durée de la protection.....	346
F. Renseignements sur le travailleur.....	346
G. Surveillance des travailleurs par des moyens techniques.....	347
H. Déclaration des fichiers.....	348
Articles 329 ss CO.....	350
Article 329 CO.....	351

A. Généralités.....	351
B. Congés hebdomadaires.....	352
C. Jours fériés officiels.....	352
D. Congés usuels.....	355
1. Définition.....	355
2. Droit au salaire.....	356
3. Date et octroi des congés.....	357
4. Congés intercalaires (ponts).....	357
Article 329a CO.....	359
A. Notion de vacances.....	359
B. Durée.....	361
1. En général.....	361
2. Changement de droit en cours d'année.....	363
C. Droit aux vacances et jours fériés.....	363
D. Droit aux vacances en cas de résiliation des rapports de service.....	364
1. Vacances non encore prises.....	365
2. Vacances prises en trop.....	366
E. Droit aux vacances et maladie.....	368
Article 329b CO.....	371
A. Généralités.....	371
B. Résumés des principes applicables.....	375
1. Réduction en présence d'absences du même type.....	375
2. Réduction en présence d'absences de type différent.....	377
C. Alinéa 4 (réglementation équivalente).....	378
D. Réduction en cas d'année de service incomplète.....	379
E. Absences à temps partiel.....	380
Article 329c CO.....	381
A. Généralités.....	381
B. Fixation des vacances par décision unilatérale du travailleur.....	385
C. Péremption du droit aux vacances ?.....	386
Article 329d CO.....	388
A. Généralités.....	388
B. Alinéa 2 (obligation de prendre les vacances en nature).....	391
C. Résiliation du CIT et vacances.....	393
D. Alinéa 3 (travail pendant les vacances).....	398
E. Rapports avec l'assurance-chômage.....	398
Article 329e CO.....	400
Article 329f CO.....	403
A. Congé de maternité.....	403
B. Congé d'allaitement ?.....	405
Article 330 CO.....	408
Article 330a CO.....	411
A. Généralités.....	411
B. Moment de la délivrance.....	411
C. Contenu du certificat.....	412
D. Sanctions en relation avec le certificat de travail.....	417

1. Action en rectification du certificat.....	417
2. Action en délivrance du certificat.....	418
3. Valeur litigieuse.....	419
4. Action en dommage et intérêts.....	420
5. Sanctions pénales.....	421
E. Prescription.....	421
Article 330b CO.....	422
A. Principe.....	422
B. Sanctions.....	423
Articles 331 ss CO.....	425
A. Généralités.....	426
1. Situation avant l'entrée en vigueur de la LPP.....	426
2. Situation depuis l'entrée en vigueur de la LPP.....	427
3. Formes de la prévoyance professionnelle.....	431
B. Institutions de prévoyance.....	432
Article 331 CO.....	434
A. Généralités.....	435
B. Nature des relations d'assurance.....	435
C. Financement et réserves.....	436
1. Financement.....	436
2. Réserves.....	437
D. Obligation de renseigner.....	438
E. Litiges en matière de prévoyance.....	438
Article 331a CO.....	440
A. Début et fin.....	440
B. Prolongation de la couverture après la fin du contrat.....	442
C. Financement de la prolongation d'assurance.....	443
Article 331b CO.....	444
A. Généralités.....	444
B. Compensation.....	445
Article 331c CO.....	447
A. Généralités.....	447
B. Réticence.....	447
C. Autres questions.....	448
Articles 331d à 331f CO.....	450
A. Généralités.....	452
B. Exercice du droit.....	453
C. Acquisition d'un logement.....	455
D. Situation en cas de divorce.....	456
E. Découvert de l'institution de prévoyance.....	457
Article 332 CO.....	459
A. Généralités.....	459
B. Ancien droit.....	460
C. Inventions et designs.....	462
1. Inventions et designs de service.....	463
2. Inventions et designs fortuits ou occasionnels liés.....	464

3. Inventions et designs libres ou indépendants.....	465
D. Autres biens immatériels.....	466
Article 333 CO.....	468
A. Notion de transfert des rapports de travail.....	469
1. Genèse de la norme.....	469
2. Caractère de la norme.....	469
3. Transfert d'entreprise en général.....	470
4. Effets du transfert.....	471
5. Résiliation à l'occasion du transfert.....	473
6. Fusions, scissions et transferts de patrimoine.....	475
7. Location de services.....	475
B. Situation juridique avant et après le transfert.....	476
C. Cessation de paiement de l'employeur.....	477
1. Faillite de l'employeur.....	477
2. Reprise d'une entreprise en faillite.....	478
3. Concordat.....	479
Article 333a CO.....	480
Articles 334 ss CO.....	484
A. Fin des rapports de travail.....	484
1. L'impulsion.....	484
2. Articles abrogés.....	487
3. Droit transitoire.....	487
4. Quelques généralités.....	487
Article 334 CO.....	488
A. Généralités.....	488
B. Reconduction tacite d'un contrat de durée déterminée.....	490
C. Contrats de longue durée.....	492
D. Temps d'essai.....	492
Article 335 CO.....	494
A. Généralités.....	494
B. Réception du congé.....	495
C. Forme du congé.....	498
D. Délai de congé.....	499
E. Pouvoirs de donner le congé.....	499
F. Résiliation conditionnelle, congé modification.....	500
G. Résiliation avant l'entrée en service.....	501
H. Travailleur exerçant une fonction d'organe de l'employeur.....	503
I. Indication des motifs du congé.....	503
1. Principe.....	503
2. Forme de la motivation.....	504
Articles 335a ss CO.....	507
Article 335a CO.....	509
A. Généralités.....	509
B. Licenciement pour motifs économiques.....	510
Article 335b CO.....	513
A. Généralités.....	513

B. Prolongation du temps d'essai.....	515
C. Relation avec le congé abusif.....	517
D. Relation avec le congé en temps inopportun.....	518
E. Travail intérimaire.....	519
Article 335c CO.....	520
A. Généralités.....	520
B. Résiliation ordinaire avec libération de l'obligation de travailler.....	524
1. Nature de la libération.....	524
2. Effets de la libération.....	526
C. Contrats particuliers.....	528
Article 335d à 335g CO.....	529
Article 335d CO.....	531
Article 335e CO.....	537
Article 335f CO.....	538
A. Généralités.....	538
B. Sanctions.....	540
Article 335g CO.....	542
A. Généralités.....	542
B. Sanctions.....	544
Articles 336 ss CO.....	546
A. Contrat de travail soumis au CO.....	546
B. Loi sur l'égalité.....	547
Article 336 CO.....	548
A. Généralités.....	549
B. Relation avec le temps d'essai.....	551
C. Cas d'abus non répertoriés.....	551
D. Art. 336 al. 1 lit. a CO (raison inhérente à la personnalité).....	555
1. Principe.....	555
2. Le cas particulier du caractère.....	557
E. Art. 336 al. 1 lit. b CO (exercice d'un droit constitutionnel).....	558
F. Art. 336 al. 1 lit. c CO (pour empêcher la naissance d'une prétention)	559
G. Art. 336 al. 2 lit d CO (congé-représailles).....	561
H. Art. 336 al. 1 lit. e CO (service obligatoire).....	564
I. Art. 336 al. 2 CO (congé donné par l'employeur).....	565
J. Alinéa 2 lit. a (appartenance à une organisation, activité syndicale)	565
K. Alinéa 2 lit. b (représentant élu des travailleurs).....	566
L. Alinéa 2 lit. c (non-respect de la procédure de consultation).....	568
M. Alinéa 3 (en cas de transfert des rapports de travail).....	568
N. Pluralité de motifs.....	569
O. Relation avec le congé en temps inopportun et le congé immédiat in- justifié.....	569
Article 336a CO.....	571
A. Généralités.....	571
B. Principe.....	571

C. Montant et composantes de l'indemnité.....	573
Article 336b CO.....	577
Article 336c CO.....	581
A. Introduction.....	582
B. Applicabilité de la disposition.....	583
1. Fermeture de l'entreprise, faillite de l'employeur.....	583
2. Congé immédiat.....	583
3. Contrats de durée déterminée.....	584
4. Congé abusif.....	585
5. Temps d'essai.....	585
6. Résiliation par le travailleur.....	586
7. Rupture conventionnelle des rapports de travail.....	586
8. Autres remarques générales.....	587
C. Périodes de prohibition.....	588
1. Alinéa 1 lit. a (pendant un service obligatoire).....	588
2. Alinéa 1 lit. b (pendant une incapacité de travail).....	589
3. Alinéa 1 lit. c (durant une grossesse et après l'accouchement).....	597
4. Alinéa 1 lit. d (pendant un service d'aide à l'étranger).....	601
5. Autres périodes de protection ?.....	601
D. Systèmes de protection contre les congés en temps inopportun.....	601
1. Congé donné avant le début de la période de prohibition.....	602
1.1. Principe.....	602
1.2. Méthode de calcul.....	604
2. Demeure de l'employeur et du travailleur.....	607
3. Congé donné pendant une période de prohibition.....	608
E. Salaire pendant le délai de protection.....	609
Article 336d CO.....	610
Article 337 CO.....	611
A. Généralités.....	611
B. Définition et conditions.....	613
C. Effets.....	614
D. Justes motifs.....	614
1. Notion de justes motifs.....	615
2. Manquements légers, avertissement.....	620
3. Motifs objectifs ou subjectifs ?.....	621
4. Moment où doivent exister les justes motifs.....	622
5. Cas de la grève.....	624
6. Exercice du droit de résilier le CIT immédiatement.....	625
Article 337a CO.....	630
A. Généralités.....	630
B. Paiement du salaire en cas de faillite.....	633
Article 337b CO.....	635
Article 337c CO.....	640
A. Généralités.....	640
B. Montant de l'indemnité (alinéa 1er), exigibilité.....	642
C. Imputation des gains et économies réalisés (alinéa 2).....	646

D. Indemnité supplémentaire (alinéa 3).....	647
E. Congé donné par le travailleur sur pression de l'employeur.....	650
F. Rapports avec le congé abusif.....	650
G. Rapports avec l'assurance-chômage.....	651
H. Rapports avec les autres assurances sociales.....	653
Article 337d CO.....	654
A. Généralités.....	654
B. Rapports avec le congé donné abusivement par le travailleur.....	660
C. Rapports avec le licenciement immédiat justifié.....	660
Article 338 CO.....	661
Article 338a CO.....	665
Article 339 CO.....	669
A. Généralités.....	669
B. Provision.....	671
C. Participation au résultat de l'exploitation.....	672
Article 339a CO.....	673
A. Généralités.....	673
B. Restitution de ce qui a été reçu de l'autre partie.....	673
C. Restitution de ce qui a été reçu pour le compte de l'autre partie.....	674
D. Droit de rétention.....	675
Articles 339b à 339d CO.....	677
A. Indemnité à raison de longs rapports de travail (ou indemnité de dé- part).....	677
Article 339b CO.....	678
A. Indemnité due au travailleur.....	678
B. Indemnité due à d'autres ayants droit.....	680
Article 339c CO.....	682
A. Généralités.....	682
B. Refus ou réduction de l'indemnité.....	686
1. Résiliation du contrat sans justes motifs par le travailleur.....	686
2. Résiliation du contrat pour justes motifs par l'employeur.....	687
3. Gêne de l'employeur.....	688
4. Autres motifs de réduction.....	689
C. Exigibilité.....	690
Article 339d CO.....	691
A. Généralités.....	691
B. Déduction des versements d'une institution de prévoyance.....	692
C. Déduction d'une promesse de versement futur.....	694
Articles 340 ss CO.....	696
A. Prohibition de faire concurrence.....	696
Article 340 CO.....	697
A. Généralités.....	698
B. Rapports avec l'art. 321a al. 4 CO.....	701
C. Rapport avec la LCD.....	703
D. Forme de la clause.....	703
E. Contenu de la clause.....	704

1. Connaissance de la clientèle.....	705
2. Connaissance de secrets d'affaires ou de fabrication.....	705
F. Notions d'entreprise concurrente et de participation à une telle entreprise.....	706
1. Entreprise concurrente.....	706
2. Participation à une telle entreprise.....	707
G. Éventualité d'un préjudice sensible.....	708
H. Moment où les conditions requises doivent être remplies.....	709
I. Cas particuliers.....	710
1. Professions libérales.....	710
2. Cas du footballeur.....	710
3. Mineurs.....	711
4. Temps d'essai.....	711
5. Entreprises de travail temporaire.....	712
6. Autres types de prohibition.....	712
J. Indemnité pour la prohibition de concurrence.....	713
Article 340a CO.....	714
A. Généralités.....	714
B. Limitation dans l'espace.....	715
C. Limitation dans le temps.....	716
D. Limitation quant au genre d'affaire.....	718
E. Réduction par le juge.....	719
Article 340b CO.....	723
A. Généralités.....	723
B. Réparation du dommage (alinéa 1er).....	724
C. Peine conventionnelle (alinéa 2).....	725
1. Conditions et réduction.....	725
2. Effets du paiement.....	726
D. Exécution du contrat violé par le travailleur (alinéa 3).....	727
Article 340c CO.....	730
A. Généralités.....	730
B. Caducité de la clause.....	731
C. Résiliation du CIT pour un motif justifié.....	732
1. Motif justifié imputable au travailleur.....	732
2. Motif justifié imputable à l'employeur.....	734
3. Concours de motifs justifiés.....	735
4. Résiliations successives.....	735
5. Transfert d'entreprise.....	736
6. Rapport avec la LACI.....	737
7. Cas limites.....	737
D. Effet dans le temps.....	738
E. Indemnité pour la prohibition de concurrence.....	738
Article 341 CO.....	739
A. Généralités.....	739
B. Impossibilité de renoncer.....	740
1. Renonciation en échange d'autres avantages.....	741

2. Créances.....	742
3. Dispositions impératives de la loi et d'une CCT.....	742
3.1. Dispositions impératives.....	743
3.2. Dispositions non impératives.....	745
3.3. Problématique du salaire.....	745
4. Transaction.....	747
5. Relation avec l'art. 2 CC.....	747
6. Validité d'une renonciation conditionnelle.....	748
7. Relation avec les assurances sociales.....	748
8. Droit de l'employeur ?.....	749
C. Prescription.....	749
Article 342 CO.....	751
A. Généralités.....	751
B. Rapports de travail de droit public.....	751
C. Rapports de travail de droit privé.....	752
Article 343 CO.....	755
A. Généralités.....	755
B. Portée de la norme.....	756
1. Applicabilité ratione valoris.....	757
2. Applicabilité ratione materiae.....	759
3. La procédure devant le Tribunal fédéral.....	761
C. Procédure simple et rapide.....	762
D. Maximes.....	763
E. Frais.....	767
F. Représentation des parties, assistance judiciaire.....	769
G. Juridictions particulières.....	770
1. Tribunaux du travail.....	770
2. Arbitrage.....	771
H. Qualité pour agir des associations professionnelles.....	773
I. Immunité de juridiction.....	774
Article 24 LFors.....	775
A. Généralités.....	775
B. Notion de lieu habituel du travail.....	776
C. Contrats visés par la disposition.....	778
Contrat d'apprentissage.....	779
Article 344 CO.....	780
A. Généralités.....	780
B. Rapport entre droit privé et droit public.....	781
C. Applicabilité des règles générales.....	783
Article 344a CO.....	785
A. Généralités.....	785
B. Salaire.....	785
C. Approbation de l'autorité cantonale.....	787
D. Temps d'essai.....	787
E. Liberté économique de la personne en formation.....	788

Article 345 CO.....	791
A. Généralités.....	791
B. Obligations de la personne en formation.....	791
C. Rôle du représentant légal.....	792
Article 345a CO.....	794
A. Généralités.....	794
B. Qualifications de l'employeur.....	795
C. Droit au salaire.....	796
D. Droit aux vacances.....	796
E. Autres obligations.....	798
Article 346 CO.....	799
A. Généralités.....	799
B. Résiliation durant le temps d'essai.....	800
C. Résiliation après le temps d'essai.....	800
1. Justes motifs de congé en général.....	800
2. Justes motifs de congé spécifiques.....	802
2.1. Échec aux examens.....	802
2.2. Résiliation par l'autorité cantonale.....	802
2.3. Perte du droit de former un apprenti.....	804
3. Conséquences de la résiliation injustifiée.....	804
4. Poursuite du contrat après la réussite de l'apprentissage.....	805
Article 346a CO.....	806
Contrat d'engagement des voyageurs de commerce	809
Article 347 CO.....	810
A. Généralités.....	810
B. Droit public applicable.....	812
C. Distinction avec d'autres contrats.....	813
1. Contrat d'agence.....	813
2. Contrat de courtage.....	814
3. Autres situations.....	815
Article 347a CO.....	816
A. Généralités.....	816
B. Dispositions supplétives.....	817
Article 348 CO.....	819
A. Généralités.....	819
B. Pouvoirs.....	820
Article 348a CO.....	822
A. Généralités.....	822
B. Risques que le voyageur peut s'engager à supporter.....	823
C. Contrats d'assurance.....	825
Article 348b CO.....	828
A. Pouvoirs du voyageur.....	828
B. A l'égard des tiers.....	828
Article 349 CO.....	830
A. Généralités.....	830

B. Modification du rayon.....	831
Article 349a CO.....	834
A. Généralités.....	834
B. Salaire constitué exclusivement ou principalement d'une provision	834
C. Temps d'essai.....	837
Article 349b CO.....	838
A. Généralités.....	838
B. Montant de la provision.....	838
C. Échéance de la provision.....	840
Article 349c CO.....	842
A. Généralités.....	842
B. Voyageur dont la provision représente un cinquième au moins du salaire.....	842
C. Voyageur dont la provision représente moins d'un cinquième du salaire.....	844
D. Activité en cas d'empêchement de voyager.....	844
Article 349d CO.....	847
A. Généralités.....	847
B. Pluralité d'employeurs.....	848
C. Mention séparée des frais.....	849
Article 349e CO.....	851
Article 350 CO.....	853
Article 350a CO.....	855
A. Généralités.....	855
B. Droit à la provision.....	855
C. Obligation de restituer.....	856
Contrat de travail à domicile	857
Article 351 CO.....	858
A. Généralités.....	858
B. Distinction avec d'autres contrats.....	860
C. Activité ininterrompue.....	863
Article 351a CO.....	865
A. Généralités.....	865
B. Salaire minimum ?.....	867
Article 352 CO.....	868
Article 352a CO.....	871
Article 353 CO.....	874
A. Obligations de l'employeur découlant du CO.....	874
B. Autres obligations.....	875
Article 353a CO.....	877
A. Généralités.....	877
B. Droit aux vacances.....	878
Article 353b CO.....	880
Article 354 CO.....	882

Droit du travail

A. Généralités.....	882
B. Temps d'essai.....	882
C. Durée du contrat.....	883
Applicabilité des dispositions générales	885
Article 355 CO.....	886
Droit collectif du travail	887
Introduction	889
Conventions collectives de travail	891
Article 356 CO.....	892
A. Définition.....	893
B. Parties à la CCT.....	894
C. Objet des CCT.....	897
1. Clauses normatives.....	897
2. Clauses semi-normatives.....	899
3. Clauses obligationnelles.....	899
4. Effets de la distinction.....	900
D. Plan social.....	900
Article 356a CO.....	902
A. Généralités.....	902
B. Protection des syndicats.....	904
C. Associations professionnelles.....	906
1. Associations de travailleurs.....	906
2. Associations d'employeurs.....	907
3. Forme juridique.....	907
D. Contraintes d'association.....	908
E. Entrave à l'exercice d'une profession.....	909
F. Exceptions légales.....	909
G. Moyens d'assujettir les dissidents.....	910
Article 356b CO.....	912
A. Soumission volontaire.....	912
B. L'extension des CCT.....	914
1. Procédure d'extension.....	915
2. Effets de l'extension.....	917
3. Fin de l'extension.....	919
Article 356c CO.....	921
A. Forme.....	921
B. Durée.....	922
C. Sort des contrats de travail après l'échéance de la CCT.....	923
Article 357 CO.....	925
A. Champ d'application de la CCT.....	925
B. Caractère impératif des conventions collectives.....	927

C. Principe de la clause la plus avantageuse.....	928
D. Effets sur le droit public cantonal.....	929
Article 357a CO.....	930
A. Contrôle de l'application de la CCT.....	930
B. Paix du travail.....	932
1. Paix relative et paix absolue.....	933
2. Mesures de combat traditionnelles.....	935
2.1. Lock-out.....	935
2.2. Boycott.....	936
2.3. Grève.....	936
2.3.1. Définition et types de grèves.....	936
2.3.2. Conditions du droit de grève.....	937
Article 357b CO.....	940
Article 358 CO.....	943
A. Généralités.....	943
B. Droit privé fédéral.....	944
C. Droit public fédéral.....	944
D. Droit public cantonal.....	945
Contrat-type de travail – CTT	947
Article 359 CO.....	948
A. Définition.....	948
B. Obligation d'édicter un contrat-type.....	949
C. Contrats-types édictés par les cantons romands.....	950
1. Vaud.....	951
2. Valais.....	951
3. Fribourg.....	951
4. Genève.....	952
5. Neuchâtel.....	952
6. Jura.....	952
D. Réserve du droit impératif.....	953
Article 359a CO.....	954
A. Autorités compétentes.....	954
B. Procédure.....	955
Article 360 CO.....	958
A. Généralités.....	958
B. Dérogations.....	959
Article 360a CO.....	961
A. Conditions.....	961
B. Contenu des contrats-types obligatoires.....	964
C. Voie de recours.....	964
Article 360b CO.....	966
A. Généralités.....	966
B. Composition des commissions.....	967
C. Rôle et fonctionnement.....	968
D. Droits des commissions tripartites à l'égard de tiers.....	969

Droit du travail

Article 360c CO.....	972
Article 360d CO.....	973
Article 360e CO.....	975
Article 360f CO.....	978

Dispositions impératives **979**

Article 361 CO.....	980
A. Dispositions visées.....	981
B. Sanctions.....	982
Article 362 CO.....	984

Droit public du travail **987**

Introduction.....	988
-------------------	-----

Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes **989**

Introduction.....	990
Article 1 LEg.....	991
Article 2 LEg.....	995
Article 3 LEg.....	997
A. Généralités.....	997
1. Discrimination directe ou indirecte.....	998
2. Cas où il n'y a pas de discrimination prohibée.....	999
3. Cas de discriminations prohibées.....	1001
B. Discrimination à l'embauche.....	1002
C. Discrimination salariale.....	1003
D. Mesures de promotion de l'égalité.....	1005
Article 4 LEg.....	1008
Article 5 LEg.....	1012
A. Généralités.....	1013
B. Discrimination à l'embauche.....	1013
C. Harcèlement sexuel.....	1014
1. Condition de la réparation.....	1014
2. Étendue de la réparation.....	1016
3. Cumul avec d'autres indemnités.....	1017
Article 6 LEg.....	1018
Article 7 LEg.....	1021
Article 8 LEg.....	1025
Article 9 LEg.....	1028
Article 10 LEg.....	1029
A. Généralités.....	1029
B. Situations protégées.....	1030
C. Procédure, réintégration provisoire.....	1033
D. Rapport avec le congé immédiat.....	1034
E. Rapport avec la procédure pour congé abusif.....	1037

F. Action intentée par une organisation.....	1038
Article 11 LEg.....	1040
Article 12 LEg.....	1041
Article 13 LEg.....	1043
Article 14 LEg.....	1045
Article 15 LEg.....	1047
Article 16 LEg.....	1048
Article 17 LEg.....	1049
Article 18 LEg.....	1050
Loi sur la participation	1051
Remarques liminaires.....	1052
Article 1 Lpart.....	1053
Article 2 Lpart.....	1055
Article 3 Lpart.....	1057
A. Généralités.....	1057
B. Rapport entre représentation des travailleurs, syndicat et commission du personnel.....	1059
Article 4 Lpart.....	1062
Article 5 Lpart.....	1064
Article 6 Lpart.....	1066
Article 7 Lpart.....	1069
Article 8 Lpart.....	1072
Article 9 Lpart.....	1073
Article 10 Lpart.....	1076
A. Généralités.....	1076
B. Sécurité au travail (art. 82 LAA).....	1077
C. Protection des travailleurs (art. 48 LTr).....	1079
1. Santé.....	1079
2. Organisation du temps de travail.....	1079
3. Travail de nuit.....	1079
4. Étendue du droit et sanctions.....	1080
D. Établissement d'un règlement d'entreprise (art. 37 al. 4 LTr).....	1080
E. Transferts d'entreprises (art. 333 et 333a CO).....	1081
F. Licenciements collectifs (art. 335d à 335g CO).....	1081
G. Affiliation à une institution de prévoyance professionnelle.....	1082
H. Conséquences pour l'emploi (art. 9 al. 2 Lpart, pour mémoire).....	1082
Article 11 Lpart.....	1083
Article 12 Lpart.....	1085
Article 13 Lpart.....	1088
Article 14 Lpart.....	1090
A. Généralités.....	1090
B. Devoir général de discrétion.....	1091
C. Devoir de discrétion en présence d'intérêts légitimes des parties.....	1093
D. Devoir de discrétion sur les affaires concernant des tiers.....	1094
E. Sanctions.....	1094

Article 15 Lpart.....	1096
A. Organisation judiciaire (al. 1).....	1096
B. Qualité pour agir en justice (al. 2).....	1097
C. Règles de procédure (al. 3).....	1098
Article 16 Lpart.....	1100
Index alphabétique	1101
Index alphabétique.....	1102